



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 20 NOVEMBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 20 NOVEMBER 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents	Francis Delpérée, <i>Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter</i> ,
Aanwezig	Benoît Cerexhe, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> , Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvie, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons, Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, <i>Échevins/Schepenen</i> , Jean-Claude Laes, Claude Carels, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Uysel, Françoise de Callatay-Herbiet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin, Michel Vandercam, Alexia Bertand, Georges Dallemagne, Alexandre Pinson, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel, Marina Vamvakas, Claire Renson-Thon, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> , Georges Mathot, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i>
Excusés	Willem Diaps, Carla Dejonghe, Sophie Liègeois, Odile Callebaut, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

20.11.2018/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 23.10.2018**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 23.10.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 23.10.2018

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 23.10.2018 goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

20.11.2018/A/0002 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de Mme Rita VAN DRIEL, citoyenne, représentant 42 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Stop aux survols"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Stop aux survols"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de Mme Rita VAN DRIEL, citoyenne, représentant 42 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ,

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de Mme Rita VAN DRIEL, citoyenne, représentant 42 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Je m'adresse aux anciens et aux nouveaux élus, à tous les partis, francophones et néerlandophones.

Cet été a été un enfer pour les habitants de Woluwe car il a fait chaud et nous devons fermer les fenêtres pour pouvoir dormir. Les avions passent non-stop au-dessus de nos têtes. La nuit, il y en a à toutes les heures : 1h du matin, 3h du matin, d'avant 6h à 7h30 non-stop. On n'en veut plus ! ! ! Le jour le bruit des avions est déjà insupportable, la nuit c'est une vraie torture. Vous nous parlez des démarches en justice, de faire payer des astreintes ou des amendes. Mais il ne se passe rien. Ce qui compte pour nous, c'est le résultat et en fait la situation est pire chaque année. Ne parlez pas non plus des routes que les avions peuvent prendre ou ne pas prendre. C'est le meilleur moyen pour discuter dans le vide et de noyer le poisson. N'est-ce pas une affaire pour les spécialistes du trafic aérien ? Vous en parlez depuis des années et rien ne change. Ne nous parlez plus des études d'incidence à lancer. Nous entendons parler de ces études depuis 20 ans. Qu'y a-t-il de si compliqué ? On connaît la souffrance des habitants. Est-ce encore un moyen pour nous faire attendre ? Vous nous dites que le ciel n'est pas de la compétence communale ? Mais qui nous défend efficacement en fin de compte ? Comment expliquez-vous que vous n'obtenez rien pour nous ? Il semble que les représentants communaux sont bien connectés aux autres niveaux de pouvoir. Est-ce que vous avez décidé ensemble que WSP est la poubelle des survols de Bruxelles ? Quel politicien aura un jour le courage de nous défendre vraiment ? Et si ce n'est pas de votre compétence, c'est à vous de nous défendre là où les décisions se prennent. Toutes les analyses médicales confirment que les nuisances sonores sont

extrêmement nuisibles pour la santé, surtout de nuit Le bien-être de nous, citoyens ne peut pas être bradé par rapport aux intérêts économiques Sinon on pourrait aussi bien retourner aux usines et aux voitures polluantes. Les communes voisines de Bruxelles ont obtenu TRÈS rapidement un espace sonore sans avions Pourquoi pas WSP ? Nous ne pouvons pas accepter de recevoir sur nos têtes la grande majorité des survols au départ et à l'arrivée Les nuisances que nous subissons de l'aéroport de Zaventem doivent absolument être réduites à un niveau tolérable. Tous les riverains du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest sont d'accord. Il ne peut plus y avoir de survols entre 22h et 7h du matin. En guise de conclusion, nous avons une demande pressante. Faites arrêter les vols de nuit de 22h à 7h, pas dans dix ans, pas l'année prochaine, MAINTENANT.

Je demande à tous les partis, francophones et néerlandophones, à tous les niveaux, communal, régional et fédéral, de s'unir pour obtenir un ciel serein la nuit."

- 2 la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, Bourgmestre ;
- 3 de même que les interventions respectives de M. Georges DALLEMAGNE et Mme Alexia BERTRAND, conseillers communaux.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

20.11 2018/A/0003 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution de fonctions - A.S.B.L. "W:HALLL - Centre culturel de Woluwe-Saint-Pierre" - Modification**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il paraît :

- 1 nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. opportun de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ;

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018

,
Vu les statuts desdites A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ;

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein des dites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

DECIDE :

1. de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ;

Dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. "W:HALL - Centre culturel de Woluwe-Saint-Pierre"

Défi :

- Mme Caroline PERSOONS, membre de l'assemblée générale, en remplacement de M. Michel VANDERCAM.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants . 29 votes positifs.

**GR - V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is -
Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en in het kader van de toekenning van diverse functies - V.Z.W. "W:HALL - Centre culturel de Woluwe-Saint-Pierre" - Wijziging**

DE RAAD,

Overwegende dat het :

1. nodig is aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aangewezen is aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aangewezen is aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018 ,

Gelet op de statuten van voornoemde V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair

vertegenwoordigd is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 120 § 2 ;

Gelet op de diverse verschuivingen die tot op heden plaatsvonden bij de instanties van voornoemde V.Z.W.'s in termen van vertrek en vervanging tijdens deze ambtstermijn ,

Gelet op de diverse vorige beiraadslagingen die tezake genomen werden ;

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de voornoemde V.Z.W.'s te regelen teneinde een beleid te waarborgen dat afgestemd is op de samenstelling van de Gemeenteraad ;

BESLUIT .

1. aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies ,

In de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018, te weten de volgende personen :

V.Z.W. "W:HALLL - Centre culturel de Woluwe-Saint-Pierre"

Défi .

- Mw. Caroline PERSOONS, lid van de algemene vergadering, ter vervanging van Dhr Michel VANDERCAM

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmeis : 29 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

20.11.2018/A/0004 **CC - Installation de caméras fixes de surveillance dans des lieux ouverts - Programme 2017 - Avis positif - Convention entre la commune et la Zone de Police 5343 Montgomery - Avenant - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 135 § 2 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.09.2011 prenant acte de la délibération du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery du 06.07.2011, devenue exécutoire selon courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14.09.2011 par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer, décidant d'attribuer à la S.A. TEIN TELECOM, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Bruxelles, B.C.E.

0401.902.177, moyennant la somme de 764.883,00 EUR, hors T V A , soit 925 508,43 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, dont 114.524,95 EUR, hors T.V A , soit 138 575,19 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie d'appel d'offres général, le marché relatif à l'acquisition et à la mise en œuvre au cours de l'année 2011 d'un réseau de capture, de transmission par ondes hertziennes et de visualisation d'images filmées sur la voie publique au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26.04 2012 décidant, après consultation préalable et avis favorable émis en date du 14.03.2012 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 1 - secteur place des Maieurs ;
- caméra 2 - secteur Eglise Saint-Pierre ;
- caméra 3 - secteur Stockel Square/avenue de Hinmsdael ;
- caméra 4 - secteur Stockel Square/rue de l'Eglise ;
- caméra 5 - secteur Stockel sortie métro/rue François Desmedt ;
- caméra 6 - secteur Cité de l'Amitié/avenue Vanderbiest ,
- caméra 7 - secteur Cité de l'Amitié/avenue de la Perspective ;
- caméra 8 - secteur Cité de l'Amitié ;
- caméra 9 - secteur Cité de l'Amitié/Parc ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12 2014 prenant acte de la délibération du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery du 31 10 2014, ne donnant pas lieu à observations et pouvant dès lors sortir ses effets selon courrier du 12.11.2014 du haut fonctionnaire de l'agglomération bruxelloise f.f., décidant d'attribuer à la S.A. TEIN TELECOM, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaeibeek, B.C.E. 0401.902.177, moyennant la somme de 520.998,00 EUR, hors T.V.A., soit 630.407,58 EUR, T V A de 21 % comprise, dont 96.004,00 EUR, hors T.V A , soit 116.164,84 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, avec pictogramme et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe avec publicité, le marché zonal n° 2014-565 de l'exercice 2014 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2014.120/A//2014 E011.01/SEC.GM-PS de l'exercice 2014 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 31.05.2016 décidant, après consultation préalable et avis favorable émis en date du 09 05 2016 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 10 - rue au Bois/avenue Edmond Parmentier ;
- caméra 11 - avenue de Tervueren/avenue Alfred Madou ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 12 2015 prenant acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert du 23 12.2015, à transmettre à l'autorité de tutelle par la commune de

Woluwe-Saint-Lambert, décidant d'attribuer à la S A TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaerbeek, B.C.E 0401.902.177, moyennant la somme de 353.716,00 EUR, hors T.V.A., soit 427 996,36 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, dont 61 937,00 EUR, hors T.V.A., soit 74.943,77 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, avec pictogramme et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe avec publicité, le marché zonal n° 2015-949 de l'exercice 2015 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2015.108/A//2015.E075.01/SEC.GM-PS de l'exercice 2015 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ,

Vu la délibération du Conseil communal du 27.06.2017 décidant, après consultation préalable et avis favorable émis en date du 10.04.2017 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 12 - parvis Sainte-Alix ;
- caméra 13 - place de l'Orée ;
- poteau intermédiaire - avenue Van der Meerschen ;
- caméra 14 - avenue du Val d'Or/rue François Gay ;
- caméra 15 - avenue du Manoir d'Anjou/rue au Bois ;
- caméra 16 - avenue de l'Atlantique/avenue des Franciscains ;
- caméra 17 - avenue Roger Vandendriessche/avenue Jules César/rue Père Eudore Devroye ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.12.2016 prenant acte de la délibération du Collège de la Zone de Police 5343 Montgomery du 02.12.2016, à transmettre à l'autorité de tutelle par ladite Zone de Police, décidant d'attribuer à la S A TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0401.902.177, moyennant la somme de 584.653,00 EUR, hors T.V.A., soit 707.430,13 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, dont 56.276,00 EUR, hors T.V.A., soit 68.093,96 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, avec pictogramme et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe avec publicité, le marché zonal n° 2016-839 de l'exercice 2016 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2016.142/A//2016.E012.01/VOIRIE.EF-CE de l'exercice 2016 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19.12 2017 décidant, après consultation préalable et avis favorables émis en date du 15.09 2017 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :

- caméra 18 - avenue Louis Gribaumont/Square Léopold II ,
- caméra 19 - place Dumon ;
- caméra 20 - terrain Kelle ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 21.12.2017 prenant acte de la délibération du Collège de la Zone de Police 5343 Montgomery du 08.09.2017, transmise à l'autorité de tutelle le 21.11.2017 par ladite Zone de Police, décidant d'attribuer à la S.A. TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0401.902.177, moyennant la somme de 372.066,00 EUR, hors T.V.A., soit 450.199,86 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, dont 61.870,00 EUR, hors T.V.A., soit 74.862,70 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, avec pictogrammes et analyse de santé, à charge de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, par voie de procédure négociée directe avec publicité, le marché zonal n° 2017-992 de l'exercice 2017 relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery dont le marché communal n° 2017 066/A//2017 E012 01/VOIRIE EF-CE de l'exercice 2017 pour la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans le cadre d'un marché conjoint pour la Zone de Police précitée et les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la loi du 08.12.1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 21.03.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés royaux d'exécution du 10.02.2008 et du 02.07.2008 ;

Vu plus particulièrement l'article 5 § 2 du chapitre III de ladite loi du 21.03.2007 précisant que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert est prise par le responsable du traitement de données à caractère personnel après avis positif du Conseil communal où se situe le lieu d'installation des caméras, celui-ci devant rendre son avis après avoir consulté préalablement le Chef de corps de la Zone de Police où se situe ledit lieu ;

Vu l'avis favorable émis en date du 11.10.2018 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery quant à l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous .

- caméra 21 - diève de Nivelles/avenue des Frères Legrain ;
- caméra 22 - avenue Jules de Trooz/avenue Charles Thielemans ;
- caméra 23 - T11 aux Pigeons/avenue des Dames Blanches ;

Considérant que par délibération du 31.03.2017 du Collège de Police de la Zone 5343 Montgomery, ladite zone est devenue responsable du traitement des données à caractère personnel pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ;

Considérant que la possibilité de visionner les images prises par les caméras, l'enregistrement et l'effacement des images se fera par la Zone de Police 5343 Montgomery dans les locaux de ladite Zone de Police, qui est devenue le responsable du traitement pour l'ensemble des caméras urbaines de surveillance connectées au réseau CCTV zonal ,

Vu la convention établie en date du 24.07.2012 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery et fixant les modalités de gestion et d'utilisation du système de surveillance par caméras dans les lieux publics ouverts ,

Vu l'avenant établi en date du 01.07.2016 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Vu la convention établie en date du 04.07.2017 remplaçant et abrogeant la convention

précitée établie en date du 24 07 2012 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ainsi que son avenant établi en date du 01.07 2016 ;
Vu l'avenant établi en date du 22.01.2018 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Vu le projet d'avenant n°2 ci-annexé ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE .

1. après consultation préalable et avis favorable émis en date du 11.10.2018 par le Chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery, d'émettre un avis positif sur l'installation de caméras fixes de surveillance dans les lieux ouverts énumérés ci-dessous :
 - caméra 21 - diève de Nivelles/avenue des Frères Legram ;
 - caméra 22 - avenue Jules de Trooz/avenue Charles Thielemans ;
 - caméra 23 - Tir aux Pigeons/avenue des Dames Blanches ;
2. de désigner la Zone de Police 5343 Montgomery comme responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de la loi du 08 12.1992 relative à la protection de la vie privée et de la loi du 21.06 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance;
3. de confier à la Zone de Police 5343 Montgomery la gestion des caméras et leurs connexions au backbone de la zone de police ; la gestion portant notamment sur le hardware, le software, la résolution des pannes, le suivi de la maintenance ;
4. d'adopter l'avenant n°2 à la convention établie en date du 04.07.2017 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Zone de Police 5343 Montgomery, avenant ci-annexé ayant pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible au public) dont la gestion est confiée à la Zone de Police 5343 Montgomery.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

**GR - Installatie van vaste bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen -
Programma 2017 - Positief advies - Overeenkomst tussen de gemeente en de
Politiezone 5343 Montgomery - Aangangsel - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 135 § 2 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

20.09.2011 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 06.07.2011, uitvoerbaar verklaard volgens brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14.09.2011 door het verstrijken van de gestelde termijn verleend aan de toezichhoudende overheid om zich uit te spreken, waarbij besloten wordt de opdracht met betrekking tot de aankoop en de indienststelling in de loop van het jaar 2011 van een captatienetwerk, van transmissie via hertzgolven en het bekijken van gefilmde beelden op de openbare weg binnen de Politiezone 5343 Montgomery, in het kader van een gemeenschappelijke aanbesteding voor voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via algemene offerteaanvraag, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Brussel, K.B.O. 0401.902.177, mits de som van 764.883,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 925.508,43 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 114.524,95 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 138.575,19 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.04.2012 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum van 14.03.2012 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 1 - sector Meiersplein ;
- camera 2 - sector Sint-Pieterskerk ,
- camera 3 - sector Stokkel Square/de Himmisdaellaan ;
- camera 4 - sector Stokkel Square/Keikstraat ;
- camera 5 - sector Stokkel uitgang metro/François Desmedtstraat ;
- camera 6 - sector Vriendschapswijk/Vanderbiestlaan ;
- camera 7 - sector Vriendschapswijk/Perspectieflaan ;
- camera 8 - sector Vriendschapswijk ;
- camera 9 - sector Vriendschapswijk/Park ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 31.10.2014, die geen aanleiding geeft tot opmerkingen en bijgevolg uitvoerbaar kan worden verklaard volgens brief van 12.11.2014 van de d.d hoge ambtenaar van de Brusselse agglomeratie, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr 2014-565 van het dienstjaar 2014 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingssysteem van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr. 2014.120/A//2014.E011.01/SEC.GM-PS van het dienstjaar 2014 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401.902.177, mits de som van 520.998,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 630.407,58 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 96.004,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 116.164,84 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31.05.2016 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum 09.05.2016

door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 10 - sector Bosstraat/Edmond Parmentierlaan ,
- camera 11 - sector Tervurenlaan/Alfred Madoulaan ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.12.2015 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Saint-Lambrechts-Woluwe van 23.12.2015, door de gemeente Saint-Lambrechts-Woluwe over te leggen aan het administratief toezicht, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr. 2015-949 van het dienstjaar 2015 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingsstelsel van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr 2015.108/A//2015 E075 01/SEC.GM-PS van het dienstjaar 2015 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401 902.177, mits de som van 353.716,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 427.996,36 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 61.937,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 74.943,77 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.06.2017 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum 10.04.2017 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 12 - Sint-Aleidisvoorplein ;
- camera 13 - Orée Plein ;
- tussenpaal - Van der Meerschenlaan ;
- camera 14 - Guldendallaan/François Gaystraat ;
- camera 15 - Manor d'Anjoulaan/Bosstraat ;
- camera 16 - Atlantische Oceaanlaan/Franciscanenlaan ,
- camera 17 - Roger Vandendriesschelaan/Jules Césarlaan/Pater Eudore Devroyestraat ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.12.2016 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 02.12.2016, door de Politiezone over te leggen aan het administratief toezicht, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr. 2016-839 van het dienstjaar 2016 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingsstelsel van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr. 2016 142/A//2016 E012.01/VOIRIE.EF-CE van het dienstjaar 2016 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401.902 177, mits de som

van 584.653,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 707 430,13 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 56.276,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 68 093,96 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19.12.2017 waarbij besloten wordt, na voorafgaandelijk overleg en gunstig advies uitgebracht op datum 15.09.2017 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 18 - Louis Gribaumontlaan/Square Léopold II ;
- camera 19 - Dumonplein ,
- camera 20 - Kelleterrem ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.12.2017 waarbij akte genomen wordt van de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343 Montgomery van 08.09.2017, door de Politiezone over te leggen aan het administratief toezicht op 21.11.2017, waarbij besloten wordt de zonale opdracht nr. 2017-992 van het dienstjaar 2017 met betrekking tot de uitbreiding van het videobewakingssysteem van de Politiezone 5343 Montgomery waaronder de gemeentelijke opdracht nr. 2017.066/A/2017.E012.01/VOIRIE.EF-CE van het dienstjaar 2017 voor de enkele gemeente Sint-Pieters-Woluwe, in het kader van een gemeenschappelijke opdracht voor de voornoemde Politiezone en de gemeenten Etterbeek, Saint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, via rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking, te gunnen aan de N.V. TEIN TELECOM, Weldoenersplein 7, 1030 Schaarbeek, K.B.O. 0401.902.177, mits de som van 372.066,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 450.199,86 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, waarvan 61 870,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 74.862,70 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, met pictogram en gezondheidsanalyse, ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de wet van 08.12.1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en haar koninklijke uitvoeringsbesluiten van 10.02.2008 en van 02.07.2008 ;

Gelet meer bepaald op artikel 5 § 2 van hoofdstuk III van voornoemde wet van 21.03.2007 dat benadrukt dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te plaatsen in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens na positief advies van de Gemeenteraad waar de installatieplaats van de camera's is gevestigd, daar deze zijn advies moet uitbrengen na voorafgaande raadpleging van de Korpschef van de Politiezone waar deze plaats zich bevindt ;

Gelet op de gunstige adviezen uitgebracht op datum van 11.10.2018 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :

- camera 21 - Nijvelsedreef/Gebroeders Legrainlaan ;
- camera 22 - Jules de Tioozslaen/ Charles Thielemanslaan ;
- camera 23 - Duivenschieting/Witte Vrouwenlaan.

Overwegende dat, door de beraadslaging van het Politiecollege van de Zone 5343

Montgomery van 31.03.2017, voornoemde zone verantwoordelijk geworden is voor de verwerking van persoonsgegevens voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;

Overwegende dat de mogelijkheid de camerabeelden te bekijken, het opnemen en het wissen van de beelden door de Politiezone 5343 Montgomery zal gebeuren in de lokalen van de Politiezone die verantwoordelijk is geworden voor de verwerking van persoonsgegevens voor het geheel van stedelijke bewakingscamera's die aan de CCTV netwerk van de zone ingelogd worden ;

Gelet op de overeenkomst opgesteld op datum van 24.07.2012 tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery die de beheers- en gebruiksmodaliteiten van het videobewakingssysteem in niet-besloten plaatsen bepaalt ; Gelet op het aanhangsel opgesteld op datum van 01.07.2016 tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery die als voorwerp heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery ;

Gelet op overeenkomst van 04.07.2017 die voorgenoemde overeenkomst, opgesteld op datum van 01.07.2016 tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery en het aanhangsel opgesteld op datum van 01.07.2016, vervangt en intrekt ;

Gelet op het aanhangsel opgesteld op 22.01.2018 tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery dat als doel heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery ;

Gelet op de hierbijgevoegd ontwerp van aanhangsel nr 2 dat als doel heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

- 1 na voorafgaand overleg en na gunstige adviezen, uitgebracht op datum van 11.10.2018 door de Korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery, een positief advies uit te brengen over de installatie van vaste bewakingscamera's in de niet-besloten plaatsen hieronder opgenoemd :
 - camera 21 - Nijvelsedreef/Gebroeders Legrainlaan ,
 - camera 22 - Jules de Troozslaan/ Charles Thielemanslaan ;
 - camera 23 - Duivenschieting/Witte Vrouwenlaan.
2. de Politiezone 5343 Montgomery aan te duiden als verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 08.12.1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de wet van 21.03.2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's ;
3. aan de Politiezone 5343 Montgomery het beheer van de camera's en hun verbinding met de backbone van de politiezone toe te vertrouwen ; het beheer meer bepaald over de hardware, de software, het verhelpen van pannes, de opvolging van het onderhoud ,
4. het hierbijgevoegd aanhangsel nr. 2 aan de overeenkomst van 04.07.2017

tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de Politiezone 5343 Montgomery goed te keuren, aanhangsel dat als doel heeft de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en bestemd voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer toevertrouwd wordt aan de Politiezone 5343 Montgomery

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

20.11.2018/A/0005 **CBE - CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRUTELE - Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 30.11.2018 - Demande de report - Vote sur l'ensemble des points mis à l'ordre du jour de ces assemblées générales**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123, 8° et 270 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;

Considérant que l'article 2, § 1 de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionariat ,

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD) sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22.05.2018 décidant de désigner M. Pascal LEFEVRE, échevin, M. Michel VANDERCAM, conseiller communal, M. Christophe DE BEUKELAER, échevin, M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune en tant que délégués au sein de l'assemblée générale de l'intercommunale BRUTELE et de proposer M. Damien DE KEYSER, échevin, dans le cadre de la représentation de la commune en tant qu'administrateur au sein du conseil d'administration de l'intercommunale BRUTELE ;

Vu les courriers du 24.10.2018 de l'intercommunale BRUTELE par lesquels celle-ci informe la commune de la tenue d'une assemblée générale ordinaire en date du 30.11.2018 ainsi que de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire à la même date en vue de prolonger la durée de vie de l'intercommunale pour une nouvelle période de trente ans ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de ladite intercommunale du 30.11.2018 ;

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de ladite intercommunale du 30.11.2018 ;

Considérant que le prochain Conseil communal et le prochain Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre seront installés le 04.12.2018 ;

Considérant que si conformément à l'article L1523-13 §4 du CDLD la deuxième assemblée générale de l'exercice d'une intercommunale doit se tenir avant le 1er lundi

du mois de décembre l'année des élections communales, il est préférable de reporter la fixation de la date de l'assemblée générale extraordinaire après que les assemblées communales soient renouvelées ,

DECIDE :

- 1 de solliciter le report de l'assemblée générale extraordinaire à une date postérieure à l'installation du 04.12.2018 du nouveau Conseil communal et du nouveau Collège des Bourgmestre et Echevins ,
2. de voter comme suit pour chacun des points mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 30.11.2018, à savoir :
 - Evaluation du plan stratégique 2017 - 2020 (Rapport A) : refus
 - Plan financier (Rapport B) : refus
 - Nominations statutaires (Rapport C) : approbation
3. le cas échéant, en cas de refus de reporter l'assemblée générale extraordinaire, de voter comme suit pour chacun des points mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 30.11.2018, à savoir .
 - Prorogation de la Société - Modification statutaire (Rapport A) : refus.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
29 votants . 29 votes positifs.

Economie et animation - Sport - Economie en activiteiten - Sport

20.11.2018/A/0006 CC - Sport - Subsidies en faveur d'associations sportives - Répartition des subsides - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit d'un montant de 7 500,00 EUR visant l'attribution de subsides en faveur d'associations sportives est inscrit à l'article de dépenses 7641/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de préciser le nom des associations sportives bénéficiaires desdits subsides ;

Vu l'appel à projets lancé en date du 01.06.2018 et auquel diverses associations ont répondu ,

DECIDE de répartir comme suit le crédit d'un montant de 7 500,00 EUR visant l'attribution de subsides en faveur d'associations sportives et inscrit à l'article de dépenses 7641/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 :

- 1 200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L BRUSSELS TRIATHLON CLUB, avenue de l'Idéal 49, 1200 BRUXELLES (anciennement rue Sombre 79, 1150 Bruxelles), B.C.E. 0434 390.546 ;
- 1.200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ROYAL OMBRAGE HOCKEY CLUB, avenue Edmond Parmentier 81, 1150 Bruxelles, B C E 0410.403.337 ,
- 1 000,00 EUR en faveur de l'A S B L VITAMOMES, rue au Bois 369, 1150

Bruxelles, B.C.E 0433 781 030 ,

- 800,00 EUR en faveur de l'A S.B.L. BRUSSELS KANGAROOS BASEBALL AND SOFTBALL CLUB, avenue d'Itterbeek 279, 1070 Bruxelles, B C E. 0445 593 353 ,
- 800,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. CLUB EUROPÉEN D'APNÉE ET DE PLONGÉE, avenue Général de Longueville 12 boîte 1, 1150 BRUXELLES (anciennement rue des Acacias 32 boîte 2, 1950 KRAAINEM), B.C.E 0883.318 325 ;
- 1.200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. LES PINGOUINS DIVING CLUB, avenue de Mars 46, 1200 Bruxelles, B.C.E. 0459.823.154 ;
- 1.000,00 EUR en faveur de l'association de fait STAR-ICE VOLLEY-CLUB, avenue Salomé 2, 1150 Bruxelles ,
- 300,00 EUR en faveur de l'association de fait PETANQUECLUB VAN STOKKEL, rue des Hiboux 43, 1150 Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants · 29 votes positifs.

GR - Sport - Subsidies ten gunste van sportverenigingen - Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Overwegende dat een krediet van 7.500,00 EUR voor het toewijzen van subsidies ten gunste van sportverenigingen ingeschreven is op het uitgavenartikel 7641/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren sportverenigingen moet specificeren ;

Gezien de projectoproep die verstuurd werd op 01 06 2018 en waarop verschillende verenigingen geantwoord hebben ,

BESLUIT het krediet van 7.500,00 EUR dat ingeschreven is op het begrotingsartikel 7641/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 ten gunste van sportverenigingen, als volgt te verdelen :

- 1.200,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. BRUSSELS TRIATHLON CLUB, Ideaallaan 49, 1200 Brussel (voorheen Donkerstraat 79, 1150 Brussel, K.B.O. 0434.390 546 ,
- 1.200,00 EUR ten gunste van de V Z W. ROYAL OMBRAGE HOCKEY CLUB, Edmond Parmentierlaan 81, 1150 Brussel, K.B.O. 0410.403.337 ;
- 1.000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W VITAMOMES, Bosstraat 369, 1150 Brussel, K.B.O 0433.781.030 ,
- 800,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. BRUSSELS KANGAROOS BASEBALL AND SOFTBALL CLUB, Itterbeekselaan 279, 1070 Brussel, K.B.O. 0445.593.353 ;
- 800,00 EUR ten gunste van de V.Z.W CLUB D'APNÉE ET DE PLONGÉE, Generaal de Longuevilleaan 12 bus 1, 1150 Brussel (voorheen Acaciasstraat 32 bus 2, 1950 KRAAINEM), K.B.O. 0883.318.325 ;
- 1.200,00 EUR ten gunste van de V Z.W. LES PINGOUINS DIVING CLUB, Maartlaan 46, 1200 Brussel, K.B O 0459 823.154 ;

- 1 000,00 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging STAR-ICE VOLLEY-CLUB, Salomélaan 2, 1150 Brussel ,
- 300,00 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging PETANQUECLUB VAN STOKKEL, Uilenstraat 43, 1150 Brussel

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

20.11.2018/A/0007 **CC - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone - Académie de musique - Désignation à titre temporaire dans un emploi temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans la fonction de sélection de sous-directeur - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel à candidatures**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment le chapitre 4 ;

Vu l'arrêté du 21.12.2012 du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 25.10.2012 relative à l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif ou pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de sélection de proviseur ou sous-directeur, de chef d'atelier et de coordonnateur CEFA ;

Considérant qu'un emploi temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans la fonction de sous-directeur à raison de 18,00/36,00 de temps dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique est à pourvoir en date du 01.09.2018 ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale en date du 26.06.2018 sur le profil de la fonction de sélection de sous-directeur à pourvoir et sur les modalités pratiques de l'appel à candidatures ;

DECIDE, après avoir consulté la commission paritaire locale en date du 26.06.2018 sur le profil de la fonction de sélection de sous-directeur à pourvoir et sur les modalités pratiques de l'appel à candidatures :

1. d'arrêter, comme suit, le profil de la fonction de sélection de sous-directeur à pourvoir :
sous l'autorité du Pouvoir Organisateur, le sous-directeur est l'adjoint du chef d'établissement. Il agit avec l'accord et sous l'autorité de celui-ci.

Mission générale :

- le sous-directeur contribue à l'organisation générale de l'établissement dans le respect des décrets et arrêtés régissant l'enseignement secondaire artistique à

horaire réduit ;

- il a pour mission de seconder le chef d'établissement dans les missions qui sont assignées à ce dernier par les articles 3 à 11 du décret du 02.02.2007 de la Fédération Wallonie-Bruxelles fixant le statut des directeurs ;
- il aide le chef d'établissement à mettre en œuvre au sein de l'établissement le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir Organisateur et le projet pédagogique de l'établissement ,
- il applique les stratégies mises en place par le chef d'établissement et est responsable des tâches qui lui sont personnellement déléguées par la lettre de mission : gestion des instruments (inventaire, location et assurance), gestion des listes d'attente, convocation des jurys, PV d'examens, encodage Académia, suivi du dossier des élèves.

Axe relationnel, le sous-directeur sera capable :

- d'assister le directeur dans l'organisation et la gestion du travail avec l'équipe pédagogique ,
- d'être disponible, d'avoir une écoute active et de créer un climat relationnel fondé sur la confiance et le respect des personnes ;
- d'assurer la communication et un dialogue constructif avec les différents partenaires (élèves, parents, professeurs, surveillants-éducateurs, Pouvoir Organisateur, Administration, ...) ;
- de gérer les conflits, d'agir avec tact, discrétion et équité ,
- de prendre des décisions et de les assumer ,
- de participer à l'intégration de tous les élèves ,
- d'apporter toutes les informations nécessaires à l'intégration des nouveaux membres du personnel ,
- d'encourager les formations continuées et de veiller à développer sa formation personnelle.

Axe administratif et financier : le sous-directeur sera capable :

- de veiller à la bonne gestion des dossiers des étudiants, de contrôler les présences et les documents de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatifs aux comptages et statistiques des élèves ;
- d'aider les membres du secrétariat dans l'accomplissement de leurs tâches administratives ;
- de remplacer le chef d'établissement pendant son absence ;
- de rechercher des conseils et des informations en cas de nécessité ;
- d'identifier les besoins et d'établir les priorités (budget)

Axe pédagogique et éducatif, le sous-directeur sera capable :

- d'assister le directeur dans la gestion de l'établissement sur le plan pédagogique ,
- de veiller au bon déroulement du processus de formation et à l'encadrement des élèves ;

- de veiller à leur bonne orientation et à les amener à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre et à devenir des citoyens responsables et autonomes ,
- d'être à l'écoute des élèves, d'appliquer le règlement d'ordre intérieur et le règlement des études de façon humaine et cohérente, d'impliquer les élèves et les membres de l'équipe pédagogique dans la vie de l'établissement ;
- de participer aux visites de classes, évaluations et conseils de classes.

2 de lancer l'appel à candidatures pour la désignation à titre temporaire dans un emploi temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans la fonction de sélection de sous-directeur dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique suivant la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 25.10.2012

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

20.11.2018/A/0008 **CC - Enseignement francophone - Fixation des échelles de traitement de certaines fonctions du personnel enseignant au 01.09.2018**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 27.06.1974, tel que modifié, fixant au 01.04.1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 145 ;

DECIDE de fixer comme suit les échelles de traitement de certaines fonctions du personnel enseignant au 01.08.2017 conformément aux échelles de traitement prévues dans l'arrêté royal du 27 06 1974, tel que modifié, fixant au 01.04.1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat .

- Barème 301 : Instituteur, AESI

Ancienneté barémique	Annuel brut 100 %
0	17.081,45
1	17.627,94
2	18.720,92
5	19.617,25

7	20.530,29
9	21.444,35
11	22.358,41
13	23.272,47
15	24.186,53
17	25.100,59
19	26.014,65
21	26.928,71
23	27.842,77
25	28.756,83
27	29.670,89

- Barème 180 : Directeur dans l'enseignement fondamental catégorie 4 (à partir de 210 élèves)

Ancienneté barémique	Annuel brut 100 %
0	21.988,90
1	22.653,26
2	23.981,99
5	25.070,84
7	26.174,46
9	27.278,08
11	28.381,70
13	29.485,32
15	30.579,62
17	31.604,47
19	32.629,32
21	33.654,17
23	34.679,02
25	35.703,87
27	36.728,72

- Barème 501 : AESS + Master à finalité didactique + Bachelier - AESI possédant le master en sciences de l'éducation

Ancienneté barémique	Annuel brut 100 %
0	21.333,02
1	22.024,15
2	23.406,41
5	24.699,48

7	25.992,55
9	27.285,62
11	28.578,69
13	29.871,76
15	31.164,83
17	32.457,90
19	33.750,97
21	35.044,44
23	36.337,11
25	37.630,18

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants · 29 votes positifs.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

20.11.2018/A/0009 CC - Amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel - S.A. SODEXO BELGIUM - Protection des données personnelles - Conclusion et approbation

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre du marché n° 2018.048/P4//2018->2022.O/ENS.AR-XVA de l'exercice 2018 relatif à la préparation et à la livraison de repas scolaires s'inscrivant dans une démarche d'alimentation saine, durable et locale dans l'enseignement fondamental, spécialisé et technique pour la période du 01.09.2018 au 30.06.2022, le contrat conclu avec la S.A SODEXO BELGIUM, boulevard de la Plaine 15, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0407.246 778 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D.), entré en vigueur le 25.05.2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre du contrat conclu avec la société précitée, cette dernière pourrait traiter des données à caractère personnel dans le cadre dudit marché ;

Considérant qu'il convient dès lors de signer avec la S.A SODEXO BELGIUM un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le R.G.P.D. ,

DECIDE :

1. de conclure avec la S.A. SODEXO BELGIUM, boulevard de la Plaine 15, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0407.246.778, un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du marché n° 2018.048/P4//2018->2022.O/ENS AR-XVA de l'exercice 2018 relatif à la préparation et à la livraison de repas scolaires s'inscrivant dans une démarche d'alimentation saine, durable et locale dans l'enseignement fondamental,

- spécialisé et technique pour la période du 01.09 2018 au 30.06.2022 ;
2. d'approuver l'amendement au contrat repris en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants · 29 votes positifs.

**GR - Wijziging van de overeenkomst met betrekking tot de verwerking van
persoonsgegevens - N.V. SODEXO BELGIUM - Bescherming van
persoonsgegevens - Afsluiting en goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet, in het kader van de overheidsopdracht nr 2018.048/P4//2018->2022.O/ENS AR-XVA betreffende de voorbereiding en levering van schoolmaaltijden als onderdeel van een gezond, duurzaam en lokaal dieet in het basis-, gespecialiseerd en technisch onderwijs voor de periode van 01.09.2018 tot 30.06.2022, op de overeenkomst afgesloten met de N.V. SODEXO BELGIUM, Pleinlaan 15, 1050 Elsene, K.B.O 0407 246 778 ,

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die o.a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ;

Overwegende dat, in het kader van de overeenkomst afgesloten met de bovengenoemde maatschappij, deze laatste de persoonsgegevens dient te verwerken in de context van deze opdracht ;

Overwegende dat er dan ook een wijziging van de overeenkomst dient getekend te worden met de N.V SODEXO BELGIUM voor de verwerking van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ;

BESLUIT

1. met de N.V. SODEXO BELGIUM, Pleinlaan 15, 1050 Elsene, K.B.O. 0407.246 778, een wijziging van overeenkomst af te sluiten inzake de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de overheidsopdracht nr. 2018 048/P4//2018->2022 O/ENS.AR-XVA betreffende de de voorbereiding en levering van schoolmaaltijden als onderdeel van een gezond, duurzaam en lokaal dieet in het basis-, gespecialiseerd en technisch onderwijs voor de periode van 01 09 2018 tot 30.06.2022 ;
2. de bijgevoegde wijziging van overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers · 29 positieve stemmen.

20 11 2018/A/0010 **CC - Enseignement primaire - Ecole de Joli-Bois - Remplacement de l'électrovanne sur la canalisation de gaz - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26.09.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.09.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.191/A//2018.E143.01/BAT HE-RA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de l'électrovanne sur la canalisation de gaz de l'école de Joli-Bois au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.09.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.191/A//2018.E143.01/BAT.HE-RA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de l'électrovanne sur la canalisation de gaz de l'école de Joli-Bois au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE :

- 1 d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 26.09.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 8 992,00 EUR, hors T.V.A., soit 9.531,52 EUR, T V A de 6% comprise ;
- 2 de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7220/724-60//081 (travail 143.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7220/961-51//081 (Emprunts) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de l'exercice 2018 de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen d'emprunts

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants . 29 votes positifs.

GR - Lager onderwijs - School van Mooi-Bos - Vervanging van de magneetklep op de gasleiding - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet -

Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.09.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.09.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.191/A//2018.E143.01/BAT.HE-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de magneetklep op de gasleiding van de school Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.09.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.191/A//2018.E143.01/BAT.HE-RA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de magneetklep op de gasleiding van de school Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ,

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 26.09.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 8.992,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 9.531,52 EUR, B.T.W. van 6% inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 10.000,00 EUR op het artikel 7220/724-60//081 (werk 143.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 10.000,00 EUR op het artikel 7220/961-51//081 (Leningen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ,

3. de uitgave te financieren door middel van leningen

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmeis : 29 positieve stemmen

20 11 2018/A/0011 **CC - Enseignement primaire néerlandophone - Ecole de Joli-Bois - Aménagement de classes supplémentaires - Marché de travaux - Adjudication ouverte - Exercice 2016 - Modification partielle du mode de financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.06 2015 portant, notamment, choix du mode de passation, fixation des conditions du marché n° 2016.002/A//2016.E034.01/TP.CL-VVP de l'exercice 2016 relatif à l'aménagement de classes supplémentaires à l'école primaire néerlandophone de Joli-Bois et approbation du devis estimatif d'un montant de 952.260,82 EUR, hors T.V.A., soit 1.009.396,47 EUR, T.V.A. 6 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.08.2016 portant, entre autres, attribution dudit marché à la N.V. IN ADVANCE, rue de la Grenouillette 2E, 1130 Bruxelles, B.C.E 0450.538.571, moyennant la somme de 1.016 116,11 EUR, hors T.V.A., soit 1.077.083,07 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;

Considérant le mode de financement retenu au programme extraordinaire de l'exercice 2016, à savoir 840.000,00 EUR de subside de la Commission communautaire flamande (AGION) et 435.500,00 EUR de prélèvement sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-Produit Vente Propriétés ;

Vu la promesse de subside de la Commission communautaire flamande (AGION) d'un montant de 736.429,48 EUR (état de recouvrement n° 12321 de 2016) ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier le mode de financement ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2016.002/A//2016.E034.01/TP.CL-VVP de l'exercice 2016 relatif à l'aménagement de classes supplémentaires à l'école primaire néerlandophone de Joli-Bois, de modifier partiellement le mode de financement retenu au programme extraordinaire de l'exercice 2016 pour le travail 034.01 en réduisant de 840.000,00 EUR à 736.429,48 EUR (soit - 103.570,52 EUR) le montant du subside de la Commission Communautaire Flamande (AGION) inscrit à l'article 7220/665-52//081 du service extraordinaire du budget 2016 et, en créant pour un montant de 103.570,52 EUR un prélèvement sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060 à inscrite à l'article 7220/995-51//081 du service extraordinaire du budget 2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Nederlandstalig lager onderwijs - School van Mooi-Bos - Inrichting van supplementaire klassen - Opdracht voor werken - Open aanbesteding - Dienstjaar 2016 - Gedeeltelijke wijziging van de financieringswijze - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 alinea 1, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017 ,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 06 2015 houdende, met name, keuze van de gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht n. 2016.002/A//2016.E034 01/TP CL-VVP van het dienstjaar 2016 betreffende het inrichten van supplementaire klassen in de Nederlandstalige lagere school van Mooi-Bos en de raming van 952.260,82 EUR , B.T.W exclusief, hetzij 1 009.396,47 EUR, B.T.W van 6 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 08.2016 houdende, met name, gunning van deze opdracht aan de NV IN ADVANCE, rue de la Grenouillette 2E, 1130 Brussel, K.B.O. 0450 538.571, voor een bedrag van 1.016 116,11 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 1.077.083,07 EUR, B.T.W van 6 % inbegrepen ;

Gelet op de financieringswijze voorzien op het buitengewone programma van het dienstjaar 2016, met name 840 000,00 EUR als toelage van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (AGION) en 435.500,00 EUR, afname van het BRF-Opbrengst Verkoop Eigendommen ;

Gelet op de subsidiëringsbelofte van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (AGION) voor een bedrag van 736.429,48 EUR (invorderingsstaat n° 12321 van 2016) ,

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is de financieringswijze te wijzigen ,
BESLUIT in het kader van de opdracht n. 2016 002/A//2016.E034 01/TP.CL-VVP van het dienstjaar 2016 betreffende het inrichten van supplementaire klassen in de Nederlandstalige lagere school van Mooi-Bos, de financieringswijze, voorzien op het buitengewone programma van het dienstjaar 2016 voor het werk 034.01, gedeeltelijk te wijzigen door het bedrag van de toelage van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (AGION) te verminderen van 840.000,00 EUR tot 736.429,48 EUR (hetzij -103 570,52 EUR) op het artikel 7220/665-52//081 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 en het bedrag van 103.570,52 EUR over te boeken op het Buitengewoon Reservefonds BRF-F.060 en eenzelfde bedrag in te schrijven op het artikel 7220/995-51//081 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers · 29 positieve stemmen

Secrétariat - Secretariaat

20 11 2018/A/0012 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par ordonnance du 27.07.2017

,
Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A.

estimé est inférieur à 135 000,00 EUR ,

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestres et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 EUR ,

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiaires.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants . 29 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135 000,00 EUR ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidiërende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

20.11.2018/A/0013 **CBE - CC - Affaires juridiques - Voiries - Convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation sur les voiries communales de la concession de service public "VILLO" - S.A. JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM -**

Avenant n° 2 - Adoption

LE CONSEIL,

Vu la convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation sur les voiries communales de la concession de service public "VILLO" avec la S.A. JCDECAUX BELGIUM du 21.03.2012 ;

Vu la modification des statuts publiée au Moniteur belge en date du 10 12 2012 actant au 01.01.2013 le changement de dénomination de la S.A. JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE par la dénomination "JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM" (ci-après "JCDECAUX") ,

Vu l'avenant n° 1 du 15.07.2014 à ladite convention visant notamment l'installation de stations de location de vélos supplémentaires et fixant le nombre de dispositifs de publicité de 2 m2 et leur emplacement que JCDECAUX est autorisée à placer ;

Considérant que suite aux travaux réalisés sur la place Dumon débutés en 2016, les deux dispositifs de publicité placés par JCDECAUX rue de l'Eglise et avenue Baron Albert d'Huart face au n° 1 ont dû être enlevés ; que le nouvel aménagement de la place Dumon ne permet pas de replacer les dispositifs enlevés aux mêmes emplacements ;

Considérant en conséquence que la commune et JCDECAUX conviennent de deux nouveaux emplacements pour permettre à cette dernière de replacer les deux dispositifs de publicité qui ont dû être enlevés ;

DECIDE d'adopter l'avenant n° 2, ci-annexé, à la convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation sur les voiries communales de la concession de service public "VILLO" du 21 03 2012 avec la S.A. JCDECAUX BELGIUM, actuellement dénommée JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM, allée Verte 50, 1000 Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants . 29 votes positifs

CBS - GR - Juridische zaken - Wegenis - Overeenkomst betreffende de bezetting van het openbaar domein in het vooruitzicht van de uitbating op de gemeentelijke wegen van de concessie "VILLO" - N.V. JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM - Aanhangsel nr. 2 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst betreffende de bezetting van het openbaar domein in het vooruitzicht van de uitbating op gemeentelijke wegen van de concessie "VILLO" met de N.V. JCDECAUX BELGIUM van 21 03.2012 ;

Gelet op de wijziging van de statuten gepubliceerd in het Belgische Staatsblad op datum van 10.12.2012 dat op 01.01.2013 de naamsverandering noteert van de N V JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE door de benaming "JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM" (hierna "JCDECAUX") ;

Gelet op het aanhangsel nr. 1 van 15.07.2014 bij de overeenkomst betreffende met name de installatie van bijkomende staanplaatsen voor fietsuur en de vaststelling van het aantal staanplaatsen met publiciteit en hun locatie die JCDECAUX mag plaatsen ;

Overwegende dat na de werkzaamheden aan het Dumonplein, die in 2016 van start zijn gegaan, de twee staanplaatsen met publiciteit (publiciteitsvoorzieningen) door JCDECAUX geplaatst op de Kerkstraat en de Baron Albert d'Huartlaan met uitzicht op nummer 1 moesten worden verwijderd ; dat de nieuwe indeling van het Dumonplein het niet mogelijk maakt om de verwijderde apparaten op dezelfde plaatsen te

vervangen ;

Overwegende dat de gemeente en JCDECAUX overeenkomen twee nieuwe locaties te voorzien die JCDECAUX in staat te stellen de twee verwijderde staanplaatsen met publiciteit te vervangen ;

BESLUIT het bijgevoegde aanhangsel nr 2 bij de overeenkomst betreffende de bezetting van het openbaar domein in het vooruitzicht van de uitbating op gemeentelijke wegen van de concessie "VILLO" van 21.03.2012 met de N.V. JCDECAUX BELGIUM, genaamd JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM, Groendreef 50, 1000 Brussel, goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmeis · 29 positieve stemmen

Economie et animation - Europe - Droits de l'homme - Economie en activiteiten - Europa - Mensenrechten

20.11.2018/A/0014 CC - Droits de l'Homme - Subsidies en faveur d'organisations de défense des Droits de l'Homme - Répartition des subsides - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit de 3 000,00 EUR est inscrit à l'article 1040/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 sous la rubrique "Secrétariat communal - Subsidies aux organismes au service des ménages" sans précision des bénéficiaires ,
Considérant qu'il apparaît nécessaire de définir les bénéficiaires afin de permettre la réalisation des actions de défense des Droits de l'Homme programmées par les associations reprises ci-dessous, au cours de l'année 2018 ,

DECIDE de répartir comme suit un crédit de 3 000,00 EUR inscrit à l'article 1040/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 sous la rubrique "Secrétariat communal - Subsidies aux organismes au service des ménages"

- 1.500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. AMNESTY INTERNATIONAL - Belgique FRANCOPHONE, chaussée de Wavre 169, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0418.308.144 ;
- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, chaussée d'Alsemberg 303, 1190 Bruxelles, B C E 0410.105.805 ,
- 1 000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE LAIQUE JUIF, rue de l'Hôtel des Monnaies 52, 1060 Bruxelles, B C E 0429 748.305.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Mensenrechten - Subsidies ten gunste van mensenrechtenorganisaties - Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2018

De RAAD,

Overwegende dat een krediet van 3 000,00 EUR ingeschreven is op het artikel

1040/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 onder de rubriek "Gemeentesecretariaat - Toelagen aan instellingen ten dienste van gezinnen" zonder verduidelijking van de begunstigden ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de begunstigden te bepalen om de verwezenlijking mogelijk te maken van acties ter verdediging van de Mensenrechten die door de hieronder genoemde verenigingen gepland werden in de loop van het jaar 2018 ,

BESLUIT een krediet van 3 000,00 EUR ingeschreven op het artikel 1040/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 onder de rubriek "Gemeentesecretariaat - Toelagen aan instellingen ten dienste van gezinnen" als volgt te verdelen :

- 1 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W "AMNESTY INTERNATIONAL - BELGIQUE FRANCOPHONE", Waveisesteenweg 169, 1050 Brussel, K.B.O. 0418.308.144 ;
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "LIGUE DES DROITS DE L'HOMME", Alsebergsesteenweg 303, 1190 Brussel, K.B O 0410.105.805 ,
- 1 000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W "CENTRE COMMUNAUTAIRE LAIQUE JUIF", Munthofstraat 52, 1060 Brussel, K B O. 0429 748.305.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

20.11.2018/A/0015 **CC - Aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "roms" et aux gens du voyage - C.P.A.S. - Octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.07.2018 - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation - Année 2018**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.07.2018 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 920.000,00 EUR pour l'année 2018 en application de l'ordonnance du 13.02.2003 ,

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "roms" et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal ;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche ,

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer

à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit ;
Considérant que, dans ce cadre, l'arrêté précité octroie à la commune de Woluwe-Saint-Pierre une subvention d'un montant de 10.030,81 EUR ,
Vu la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure notamment entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre en vue de l'obtention dudit subside ;
DECIDE, dans le cadre de l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale et dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.07.2018 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 920.000,00 EUR pour l'année 2018 en application de l'ordonnance du 13 02.2003, d'approuver la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure notamment entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants 29 votes positifs.

GR - Bijstand aan migranten, daklozen, zogenaamde "Roma" en woonwagengebouders - O.C.M.W. - Toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19.07.2018 - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring - Jaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19.07.2018 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 920.000,00 EUR voor het jaar 2018 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13 02.2003 ,

Overwegende dat het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, zogenaamde "Roma" en woonwagengebouders een taak van gemeentelijk belang vormt ,

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in eerste lijn aan het vervullen van deze taak deelnemen ,

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen ;

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan bijdragen tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort ten laste nemen ;

Overwegende dat, in dit kader, het bovenvermeld besluit aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een subsidie van 10 030,81 EUR toekent ;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het toekennen van de deze toelage ;

BESLUIT, in het kader van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het kader van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19.07 2018 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 920.000,00 EUR voor het jaar 2018 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13.02 2003, de overeenkomst goed te keuren met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, zoals in bijlage opgenomen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen

20.11.2018/A/0016 **CC - Espace de CoWorking - Règlement d'ordre intérieur et modalités d'occupation - Approbation**

Le point est retiré de l'ordre du jour à la demande de M. Christophe DE BEUKELAER.
29 votants : 29 votes positifs

GR - CoWorking werkruimte - Huishoudelijk reglement en gebruiksvoorwaarden - Goedkeuring

Het punt wordt van de dagorde gehaald op aanvraag van Dhr. Christophe DE BEUKELAER.
29 stemmers . 29 positieve stemmen.

Economie et animation - Relations Extérieures - Economie en activiteiten - Externe Relaties

20 11 2018/A/0017 **CC - A.S.B.L. COMMISSION DES RELATIONS EUROPEENNES (WOLU-EUROPE) - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L.

et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L COMMISSION DES RELATIONS EUROPEENNES (WOLU-EUROPE) pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. COMMISSION DES RELATIONS EUROPEENNES (WOLU-EUROPE) .

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	3.106,86 EUR
produits :	7.650,00 EUR
résultat positif :	4.543,14 EUR
2. bilan 2016 :

actif-passif :	28.523,59 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. COMMISSIE VOOR RELATIES MET EUROPA (WOLU-EUROPE)
- Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V Z.W. COMMISSIE VOOR RELATIES MET EUROPA (WOLU-EUROPE) voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V Z W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de

bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;
NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V Z W COMMISSIE VOOR RELATIES MET EUROPA (WOLU-EUROPE) .

1. algemene exploitatierkening 2017 :

lasten :	3.106,86 EUR
opbrengsten :	7.650,00 EUR
batig resultaat :	4.543,14 EUR
2. balans 2017 :

actief-passief :	28.523,59 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

20.11.2018/A/0018 **CC - A.S.B.L. VITAMOMES - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables -
Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VITAMOMES pour l'exercice d'activité 2017 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. VITAMOMES :

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	42.826,42 EUR
produits :	41.048,02 EUR
résultat négatif :	1.778,40 EUR
2. bilan 2017 .	
actif-passif :	17.234,22 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "VITAMOMES" - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "VITAMOMES" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11 1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W "VITAMOMES" :

1. algemene exploitatierekening 2017 :	
lasten :	42.826,42 EUR
opbrengsten :	41 048,02 EUR
nadelig resultaat :	1.778,40 EUR
2. balans 2017 :	
actief-passief :	17.234,22 EUR

De Raad neemt akte.

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'association de fait ATELIERS CREATIFS DE JOLI-BOIS pour l'exercice d'activité 2017/2018 ;

Considérant que les activités de ladite association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite association de fait ainsi que ses documents comptables de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017/2018 de l'association de fait ATELIERS CREATIFS DE JOLI-BOIS .

1. compte d'exploitation générale 2017/2018 :

charges	9.413,25 EUR
produits	16.793,83 EUR
résultat positif	7.380,58 EUR

2. bilan 2017/2018 :

actif-passif	36.507,84 EUR
--------------	---------------

Le Conseil prend acte

GR - Feitelijke vereniging "ATELIERS CREATIFS DE JOLI-BOIS" - Dienstjaar 2017/2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de door de feitelijke vereniging "ATELIERS CREATIFS DE JOLI-BOIS" voor het dienstjaar 2017/2018 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde feitelijke vereniging in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze feitelijke vereniging evenals haar boekhoudkundige stukken van het hiervoren vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017/2018 van de feitelijke vereniging "ATELIERS CREATIFS DE JOLI-BOIS"

1. algemene exploitatierekening 2017/2018 :

lasten	9.413,25 EUR
opbrengsten	16.793,83 EUR
batig resultaat	7.380,58 EUR

2. balans 2017/2018 :

actief-passief	36.507,84 EUR
----------------	---------------

De Raad neemt akte

Taxes - Belastingen

20 11.2018/A/0020 CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2019 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13 ,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.12 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.07.1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ,

Vu le règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, voté par le Conseil communal en séance du 21.11.2017, devenu obligatoire en date du 27.11.2017, applicable pour l'exercice d'imposition 2018 ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE

Article 1.-

Il est établi, au profit de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, pour l'exercice d'imposition 2019, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2.-

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3.-

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants . 20 votes positifs, 9 abstentions

Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2019 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 21.12.2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I, en haar latere wijzigingen ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en haar latere wijzigingen ,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden

met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn latere wijzigingen ;
Gelet op het reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 21.11.2017, verbindend geworden op datum van 27.11.2017, toepasselijk voor het aanslagjaar 2018 ,

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1.-

Er worden voor het aanslagjaar 2019, ten voordele van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

Artikel 2.-

De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3.-

Dit reglement wordt oveigemaakt aan de toezichhoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

29 stemmers : 20 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vainsel.

20.11.2018/A/0021 **CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier - Exercice d'imposition 2019 - Fixation du taux**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier, voté par le Conseil communal en séance du 21.11.2017, devenu obligatoire en date du 27.11.2017, applicable pour l'exercice d'imposition 2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ,

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;

Vu la situation financière de la commune ,

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE de fixer, pour l'exercice d'imposition 2019, le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier à 2.200 centimes

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants · 20 votes positifs, 9 abstentions

Abstentions . Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vainsel

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende

voorheffing - Aanslagjaar 2019 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 21.11.2017, verbindend geworden op datum van 27.11.2017, toepasselijk voor het aanslagjaar 2018 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Inkomstenwetboek 1992, met name het artikel 464, 1° ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ,

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet innen om zijn uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT voor het aanslagjaar 2019, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing vast te stellen op 2.200 centiemen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 20 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen · Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel.

20.11.2018/A/0022 CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice d'imposition 2019 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le Conseil communal en séance du 21.11.2017, devenu obligatoire en date du 27.11.2017, applicable pour l'exercice d'imposition 2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 353 et les articles 465 à 469 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins de fixer, pour l'exercice d'imposition 2019, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 6 % de la partie, calculée conformément à l'article 353 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 au profit de l'Etat, de l'impôt des personnes physiques due à l'Etat pour le même exercice d'imposition ;

Vu l'amendement présenté en séance par le groupe Open MR visant à ramener, pour l'exercice d'imposition 2019, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques de 6 % à 5,90 % de la partie, calculée conformément à l'article 353 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 au profit de l'Etat, de l'impôt des personnes physiques due à l'Etat pour le même exercice d'imposition ;

DECIDE :

1. par 8 voix pour et 21 voix contre, de rejeter l'amendement présenté en séance par le groupe Open MR visant à ramener, pour l'exercice d'imposition 2019, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques de

- 6 % à 5,90 % de la partie, calculée conformément à l'article 353 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 au profit de l'Etat, de l'impôt des personnes physiques due à l'Etat pour le même exercice d'imposition ,
2. par 21 voix pour et 8 voix contre, de fixer, pour l'exercice d'imposition 2019, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 6 % de la partie, calculée conformément à l'article 353 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 au profit de l'Etat, de l'impôt des personnes physiques due à l'Etat pour le même exercice d'imposition.

Le Conseil approuve le projet de délibération selon le vote repris que ci-dessus

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Aanslagjaar 2019 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 21.11.2017, verbindend geworden op datum van 27.11.2017, toepasselijk voor het aanslagjaar 2018 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Inkomstenwetboek 1992, met name het artikel 353 en de artikels 465 tot 469 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet innen om zijn uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, voor het aanslagjaar 2019, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting vast te stellen op 6 % van het deel van de personenbelasting aan de Staat verschuldigd voor hetzelfde aanslagjaar, berekend overeenkomstig artikel 353 van het Inkomstenwetboek 1992 ten voordele van de Staat.

Gelet op het door de groep Open MR in zitting voorgestelde amendement om voor het aanslagjaar 2019 de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting terug te brengen van 6 % tot 5,9 % van het deel van de personenbelasting aan de Staat verschuldigd voor hetzelfde aanslagjaar, berekend overeenkomstig artikel 353 van het Inkomstenwetboek 1992 ten voordele van de Staat ;

BESLUIT .

- 1 met 8 stemmen voor en 21 stemmen tegen, het door de groep Open MR in zitting voorgestelde amendement om, voor het aanslagjaar 2019, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting terug te brengen van 6 % tot 5,9 % van het deel van de personenbelasting aan de Staat verschuldigd voor hetzelfde aanslagjaar, berekend overeenkomstig artikel 353 van het Inkomstenwetboek 1992 ten voordele van de Staat, te verwerpen ;
2. met 21 voor en 8 stemmen tegen, voor het aanslagjaar 2019, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting vast te stellen op 6 % van het deel van de personenbelasting aan de Staat verschuldigd voor hetzelfde aanslagjaar, berekend overeenkomstig artikel 353 van het Inkomstenwetboek 1992 ten voordele van de Staat

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed volgens bovenstaande stemming.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

20 11 2018/A/0023 **CC - C.P.A.S. - Modification budgétaire n° 2 - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08 07 1976 organique des Centres Publics d'Actions Sociale, telle que modifiée, notamment l'article 88 ;

Vu la modification n° 2 du budget de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 24.10.2018 ,

Considérant que cette modification budgétaire n'entraîne aucune intervention financière supplémentaire de la commune ;

DECIDE d'approuver la modification n° 2 du budget de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée comme suit par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 24.10.2018 .

Recettes : 26.118.690,75 EUR

Dépenses : 26.118.690,75 EUR

Solde . 0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

29 votants : 29 votes positifs.

GR - O.C.M.W. - Begrotingswijziging nr. 2 - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 08 07 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 88 ,

Gelet op de wijziging nr 2 van de begroting van het dienstjaar 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 24.10.2018 ,

Overwegende dat deze begrotingswijziging geen bijkomende financiële tussenkomst van de gemeente met zich meebrengt ;

BESLUIT de wijziging nr 2 van de begroting van het dienstjaar 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe als volgt afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 24.10.2018 goed te keuren .

Ontvangsten : 26.118.690,75 EUR

Uitgaven : 26 118.690,75 EUR

Saldo : 0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers . 29 positieve stemmen

Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

20 11.2018/A/0024 CC - Environnement et Développement durable - Subsidés ponctuels en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Répartition des subsidés - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Vu les crédits inscrits à l'article de dépenses 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 en vue de permettre l'attribution de subsidés en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ,

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsidés ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins, inscrite dans la Note de politique générale 2013-2018, de "soutenir et amplifier les initiatives des "quartiers durables" et des associations favorisant la transition écologique" ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsidés inscrits à l'article 8790/332-02//099 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsidés aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil communal du 30 09 2014 et complétée en séance du Conseil communal du 20.12.2016 selon laquelle, d'une part, les associations environnementales et de développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de la part de la commune et selon laquelle, d'autre part, des subsidés ponctuels peuvent également être sollicités pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant la réception par la commune de dossiers de demande de subside ponctuel pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre, de la part de l'ASSOCIATION DES PARENTS DE L'ECOLE COMMUNALE DE STOCKEL, rue H. Vandermaelen 61, 1150 Bruxelles, de la part de l'A.S.B.L. C E A.H. - LYCEE MATER DEI, rue de l'aviation 72, 1150 Bruxelles, B C E 0432 621.384, et de la part du QUARTIER DURABLE JOLI-BOIS, avenue van der Meerchen 61, 1150 Bruxelles ;
DECIDE d'octroyer les subsidés ponctuels suivants en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable en répartissant comme suit le crédit d'un montant de 3.120,24 EUR inscrit à l'article de dépenses 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 :

- un crédit d'un montant de 275,00 EUR en faveur de l'ASSOCIATION DES PARENTS DE L'ECOLE COMMUNALE DE STOCKEL, rue H. Vandermaelen 61, 1150 Bruxelles, pour l'organisation d'une conférence "Zéro Déchet" à destination des parents d'élèves et du corps enseignant ,
- un crédit d'un montant de 2.500,00 EUR en faveur de l'A S.B.L. C.E.A.H - LYCEE MATER DEI, rue de l'aviation 72, 1150 Bruxelles, B.C E 0432 621.384, pour le soutien de son projet "Magasin et procure durables - Oxfam & Ecoteam" pour la mise à disposition de fournitures et de collations durables à destination des élèves et des enseignants du Lycée ;
- un crédit d'un montant de 345,24 EUR en faveur du QUARTIER DURABLE JOLI-BOIS, avenue van der Meerchen 61, 1150 Bruxelles, pour l'acquisition de gobelets réutilisables afin de minimiser les déchets lors de ses événements de

quartier

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants · 29 votes positifs

Secrétariat - Secretariaat

20.11.2018/A/0025 **CC - Proposition de règlement portant sur les conditions d'invitation aux cérémonies et manifestations communales (M. Tanguy VERHEYEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Proposition de règlement portant sur les conditions d'invitation aux cérémonies et manifestations communales", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, et libellé comme suit :

"Considérant que la commune organise ou co-organise de nombreuses manifestations publiques à caractère divers

Considérant que dans la plupart des cas ces manifestations impliquent des dépenses de différente nature à charge du budget communal ainsi que des prestations spécifiques du personnel communal.

Considérant que dans un régime démocratique il est d'usage constant d'associer les élus qui représentent la population aux cérémonies et manifestations publiques organisées par l'entité au sein de laquelle ils exercent leur mandat.

DECIDE

Article 1er :

Les membres du Conseil communal sont informés et invités à chaque cérémonie, manifestation ou réunion publique organisée ou co-organisée par l'autorité communale

Article 2 :

Est considéré comme cérémonie ou manifestation organisée par l'autorité communale toute activité accessible au public qu'elle soit de nature officielle, patriotique, informative, culturelle, sportive, sociale ou commerciale en rapport direct ou indirect avec la vie de la commune ou de ses différents quartiers Est considéré comme manifestation organisée par l'autorité communale toute initiative à laquelle le public est prié et dont l'invitation émane soit directement du Collège des Bourgmestre et Echevins ou d'un de ses membres soit d'une A.S.B.L dépendant de la commune

Article 3 :

Le secrétariat communal est chargé d'établir l'agenda desdites manifestations et de le transmettre au début de chaque mois par les voies les plus appropriées à tous les membres du Conseil communal." ,

ENTENDU l'intervention de M Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, sur le sujet, de même que les interventions respectives de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal, M Benoit CEREXEHE, bourgmestre, Mme Alexia BERTRAND, Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M Georges DALLEMAGNE, conseillers communaux ;

DECIDE par 9 voix pour, 17 voix contre et 3 absents, de rejeter la proposition de règlement portant sur les conditions d'invitation aux cérémonies et manifestations communales", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants · 9 votes positifs, 17 votes négatifs, 3 abstentions

Non · Benoît Cerexhe, Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons, Dominique Harmel, Caroline Lhour, Helmut De Vos, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Francis Delpérée, Priscilla de Bergeyck, Georges Dallemagne, Alexandre Pirson, Marina Vamvakas, Claire Renson-Tihon.
Abstentions : Françoise de Callatay-Herbiet, Joelle Raskin, Michel Vandercam

20.11.2018/A/0026 **CC - Interpellation - "Situation de l'A.S.B.L. LA MAISON" (M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Situation de l'A.S.B.L. LA MAISON"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Echevin du Logement,

Je vous interpelle à propos de la situation de l'A.S.B.L. LA MAISON. L'immeuble qui abrite cette A.S.B.L. va être rasé très bientôt sans possibilité, aux dernières nouvelles, pour les adolescents/jeunes adultes qui y vivent de se reloger. Vous avez évoqué dans la presse que plusieurs pistes avaient été envisagées ces dernières années afin de trouver un nouveau toit pour ladite A.S.B.L. Il semblerait qu'aucune d'entre elles n'ait été suivie jusqu'au bout. Cette situation soulève plusieurs questions .

Quelles sont les pistes qui ont été envisagées et qui ont échoué ? Reste-t-il une option ? ;

Si le Collège s'avère incapable de reloger les jeunes sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre, essayera-t-il de les aider à trouver un relogement en dehors de son territoire ? Que peut-il faire de plus ? Quand les jeunes doivent-ils théoriquement quitter les lieux ? Quand pratiquement le feront-ils ?" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M Pascal LEFEVRE, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée